
PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

DIRECTION DES ACTIONS
DE L'ETAT

Bureau de l'environnement et
de l'urbanisme

ARRETE PREFECTORAL

du 28 FEV. 2001

imposant à la Société KUHN la constitution de garanties financières
relatives à l'exploitation de sa décharge de sables de fonderie à SAVERNE

**LE PREFET DE LA REGION ALSACE
PREFET DU BAS-RHIN**

- VU le titre I^{er} du livre V du code de l'environnement et notamment son article L 516-1 ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié et notamment ses articles 18, 23-2 à 23-7 ;
- VU l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 modifié fixant le modèle d'attestation de la constitution des garanties financières ;
- VU les circulaires des 28 mai 1996 et 23 avril 1999 relatives aux garanties financières pour les installations de stockage de déchets,
- VU l'arrêté préfectoral du 24 mai 1991 autorisant la société KUHN à exploiter une décharge de sables de fonderie sur le territoire de la commune de SAVERNE, aux lieux-dits « Linkerhand von Herrenweg » et « Lange Anwand » ;
- VU l'évaluation du montant des garanties financières transmise le 2 octobre 2000 par la Société KUHN,
- VU le rapport du 19 octobre 2000 de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU l'avis du conseil départemental d'hygiène en date du 7 décembre 2000,
- APRES communication du projet d'arrêté à l'exploitant,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires visant à préciser le montant des garanties financières applicables à la décharge de sables de fonderie de la société KUHN et les modalités de leur mise en œuvre,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} – CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIÈRES

La société KUHN SA, dont le siège social est 4, impasse des fabriques, BP 60, 67706 SAVERNE CEDEX doit disposer de garanties financières dans les conditions prévues à l'article L516-1 du titre Ier du livre V du Code de l'environnement et aux articles 23-2 à 23-7 du décret du 21 septembre 1977, pour son installation de stockage de sables de fonderie située aux lieux-dits "Linkerhand von Herrenweg" et "Lange Anwand", à SAVERNE.

L'exploitant transmettra au Préfet, dans **un délai de un mois** à compter de la notification du présent arrêté, un document émanant d'un organisme bancaire ou d'assurance, attestant la constitution de ces garanties. Ce document doit être établi conformément à l'arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'économiedaté du 1^{er} février 1996.

Article 2 – MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'état prévisionnel du montant des garanties financières à chaque étape de l'exploitation prévue du site, et ce jusqu'à la fin de la période de suivi post-exploitation est défini dans le tableau suivant par périodes successives ou n est l'année d'arrêt d'exploitation :

Période	Montant des garanties financières (francs) TTC
2000 – année n	2 990 000
année n + 1 à n + 5	2 242 500
année n + 6 à n + 15	1 681 875
année n + 16 à n + 30	- 1 % par an

Ce montant tient compte des opérations suivantes :

- surveillance du site pendant l'exploitation et pendant une période de 30 ans après l'arrêt de l'exploitation,
- intervention en cas d'accident ou de pollution,
- remise en état du site.

Article 3 – RENOUVELLEMENT ET ACTUALISATION

Au moins 6 mois avant la fin de la période pour laquelle les garanties ont été constituées, l'exploitant fait parvenir au Préfet l'attestation de renouvellement de ces garanties pour la période suivante.

L'absence de garantie financière entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 514-1 du titre Ier du livre V du Code de l'environnement.

Le montant sera actualisé tous les trois ans en se basant sur l'indice du coût de la vie (indice INSEE).

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Le montant des garanties financières pourra être réduit à la demande de l'exploitant après réalisation des travaux de remise en état et sur présentation de documents techniques justificatifs, relatifs à ces réalisations. Le nouveau montant sera fixé dans les formes prévues à l'article 18 du décret précité.

Toute modification du rythme d'exploitation, conduisant à une augmentation des coûts de remise en état et de surveillance nécessite une augmentation du montant des garanties financières.

L'exploitant tient à jour un état de situation des garanties qui lui sont accordées ainsi que l'état prévisionnel des garanties que rendra nécessaires son exploitation. Ces états sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4 - CONDITIONS D'APPEL DES GARANTIES FINANCIÈRES

Il est fait appel aux garanties financières, soit en cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté en matière de remise en état et de surveillance, après intervention des mesures prévues à l'article L 514-1 du titre Ier du livre V du Code de l'environnement, soit après disparition juridique de l'exploitant.

Article 5 - LEVÉE DES GARANTIES FINANCIÈRES

Conformément à l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, l'exploitant adresse au préfet au moins 6 mois avant le terme de la période de suivi, un dossier de cessation définitive d'activité comprenant:

- le plan d'exploitation à jour du site,
- un mémoire sur les mesures prises pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du titre Ier du livre V du code de l'environnement,
- une description de l'insertion du site, y compris les parties éventuellement non exploitées dans le paysage et son environnement,
- une étude de stabilité du dépôt,
- le relevé topographique détaillé du site,
- une étude hydrogéologique et l'analyse détaillée des résultats des analyses d'eaux souterraines pratiquées depuis au moins 5 ans,
- une étude sur l'usage qui peut être fait de la zone exploitée et couverte, notamment en terme d'urbanisme et d'utilisation du sol et du sous-sol,
- en cas de besoin, la surveillance qui doit encore être exercée sur le site,
- un mémoire sur la réalisation des travaux couverts par des garanties financières ainsi que tout élément technique pertinent pour justifier la levée de ces garanties ou leur réduction.

L'obligation des garanties financières est levée en application de l'article 23-6 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, après constatation de la remise en état du site en conformité avec les prescriptions réglementaires.

Article 6 – EXECUTION - AMPLIATION :

Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
le Sous-Préfet de SAVERNE,
le maire de la commune de SAVERNE,
les inspecteurs des installations classées auprès du directeur régional de l'industrie, de la recherche
et de l'environnement

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la
Société KUHN.

Strasbourg, le 29 FEV. 2001

POUR AMPLIATION
P. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,
LE MAIRE

E. Le Seigle



MAIRIE

LE PREFET

Et le Préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint
chargé de l'aménagement et du développement

Sylvie HOUSPIC

Délai et voie de recours

(Article L 514-6 du Titre Ier du Livre V du code de
l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'un recours
contentieux devant le tribunal administratif de STRASBOURG
dans un délai de deux mois à compter de la notification, par le
demandeur, ou dans un délai de quatre ans à compter de la
publication ou de l'affichage des présentes décisions par
des tiers ou les communes intéressées.